

# Journal des guerres de l'eau

## Géopolitique et stratégie

N° 1 du 11.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

## Sommaire.

### Tiré à part

Frédéric Lasserre : Les guerres de l'eau auront-elles lieu ?

René-Eric Dagorn : Géopolitique de l'eau.

### 1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Michael Klare : Les prochaines guerres auront pour enjeu les ressources « naturelles »,

François-Georges Dreyfus : Eau et géostratégie au Moyen-Orient.

### 2 Dossiers

2-1 Kourosh Ziabari : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.(Dissident Voice)

2-2 Amel Bliidi : Litige à propos du partage des ressources du Nil.

2-3 Amin Abu Warda : Israël contrôle 80% de l'eau palestinienne.

2-4 Les eaux transfrontières.

### 3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Quand Israël s'en mêle...

### 4 Brèves

4-1 La prochaine guerre mondiale sera t-elle la guerre de l'eau ?

4-2 La véritable crise au Yémen : les ressources en eau -

4-3 Israël vole l'eau du Golan, la Syrie saisit l'ONU.

4-4 Les occupants israéliens volent l'eau des Palestiniens et les assoiffent.

Tiré à part :

## Frédéric Lasserre : Les guerres de l'eau auront-elles lieu ?

Dans nos pays développés il est dans nos habitudes de tourner le robinet sans que cela amène à réflexion tant il nous semble naturel que l'eau coule à flot.

Pourtant s'il est un domaine où l'acuité de sa pérennité va faire l'objet de maints enjeux pour les générations à venir c'est bien celui-là.

Comme ce sujet me préoccupe j'étudie avec minutie les différents articles concernant ce problème de société. J'ai donc trouvé dans Sciences Humaines un article de René-Eric Dagorn intitulé : « Géopolitique de l'eau » qui donne un aperçu des divers enjeux que nous réservent la surexploitation de l'eau. Si l'article m'a paru bien sérieux les problèmes dans son ensemble, je lui ferais néanmoins un petit reproche sur le fait de n'avoir pas suffisamment insisté sur l'appropriation de l'eau par les multinationales. En effet, je suis de ceux qui pensent que l'eau devrait être déclarée Bien Commun de l'Humanité comme l'a si bien défini Ricardo Pétréla, donc à nous tous, et non à une oligarchie avide de profit...

## René-Eric Dagorn : Géopolitique de l'eau.

Les problèmes géopolitiques autour de l'eau ne sont pas toujours ceux que l'on croit. Si des tensions existent autour du partage des ressources des grands fleuves, ce sont des questions plus politiques qui structurent les espaces de l'eau : concurrence ville-agriculture, pollution des nappes phréatiques et réfugiés climatiques.

Vers une pénurie mondiale ?

Les constats de départ sont terribles : plus d'un milliard d'hommes n'a pas accès à l'eau potable ; chaque jour 3 000 personnes meurent pour avoir consommé de l'eau polluée ; dans le bassin de la mer d'Aral, une mer détruite par la surexploitation des deux fleuves qui l'alimentaient en eau, les taux de mortalité infantile atteignent 118 ‰, l'un des plus élevés au monde (en France il est de 3,6 ‰).

Et pourtant, l'eau est naturellement une ressource abondante. Sur la totalité de l'hydrosphère planétaire, l'eau de mer salée représente 97,5 % et l'eau douce 2,5 %. L'essentiel de cette eau douce se trouve gelé dans les deux inlandis géants du Groenland et de l'Antarctique, et dans les glaciers des grandes chaînes montagneuses planétaires. Il reste 0,7 % d'eau douce accessible en surface (cours d'eau, lacs, nappes souterraines). Cela représente 40 000 km<sup>3</sup> disponibles par an, largement de quoi couvrir les besoins des sociétés planétaires, même en tenant compte de l'augmentation prévue de la population mondiale (9,1 milliards à l'horizon 2050 d'après la dernière estimation de l'Onu en mars 2009) puisque le monde consomme aujourd'hui 5 500 km<sup>3</sup> par an.

Contrairement à une idée reçue bien ancrée, ce n'est donc pas l'eau « naturelle » qui compte, mais la capacité des sociétés à fabriquer les espaces permettant d'accéder à l'eau potable.

Or les sociétés et les économies contemporaines sont de plus en plus consommatrices d'eau. Chaque Français consomme 180 litres d'eau par jour pour le simple usage domestique, un Japonais 280 litres, un Américain 295 litres et un Canadien 330 litres. L'eau induite, cachée dans les processus de production économique, est bien plus importante encore : il en faut en moyenne 4 000 litres pour produire 1 kg de riz, et 4 m<sup>3</sup> pour produire l'équivalent de 1 mégawatt/heure dans une centrale électrique thermique. Avec le développement économique des pays émergents (Chine, Inde, Brésil...), la demande en eau est en train de croître de façon exponentielle : à elle seule, l'Asie consomme désormais 3 500 km<sup>3</sup>/an (contre 2 000 km<sup>3</sup> pour l'ensemble des autres régions mondiales).

## Comment accéder à l'eau ?

Dans les cours de géographie à l'ancienne, les élèves et les étudiants planchent sur un graphique célèbre : le cycle de l'eau. L'évaporation des eaux océaniques est le point de départ d'une grande boucle planétaire : les 500 000 km<sup>3</sup> d'eau qui s'évaporent chaque année se transforment en précipitations à la fois sur les mers (458 000 km<sup>3</sup>) et sur les terres (120 000 km<sup>3</sup> dont 78 000 s'évaporent de nouveau : reste 42 000 km<sup>3</sup> d'eaux de ruissellement). Ces dernières se divisent alors en ruissellement de surface (40 000 km<sup>3</sup>) et en ruissellement des eaux souterraines (2 000 km<sup>3</sup>). L'ensemble ruisselle jusqu'à la mer... et revient alimenter le cycle continu.

Or, s'il faut avoir en tête ces dimensions « naturelles » de la question de l'eau, c'est un autre cycle qui est réellement important aujourd'hui : le cycle de l'eau potable. Car, de la production au traitement, c'est la capacité des sociétés à fabriquer les espaces de l'accès à l'eau potable qui est déterminant : quelles sont les conditions de captage (à la fois économiques, sociales, culturelle, politiques...) ? De distribution ? D'entretien des réseaux ? De collecte des eaux usées ? De dépollution et de traitement ? Ainsi, organiser l'utilisation et la consommation d'eau suppose des approches techniques très différemment maîtrisées par les sociétés : développement de l'irrigation par goutte à goutte, réduction de la pollution dans les secteurs industriels et urbains, diminution des pertes par évaporation ou par fuite en entretenant les réseaux sur le long terme, etc.

Toutes les sociétés n'ont pas les mêmes moyens économiques et techniques pour fabriquer les espaces d'accès à l'eau potable. Le récent Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Istanbul en mars 2009 a ainsi estimé que 90 % des trois milliards d'habitants de la planète qui vont se rajouter à la population mondiale d'ici 2050 se trouveront dans des pays en développement où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement n'est déjà assuré que de façon limitée et précaire. À court terme, c'est 340 millions d'Africains qui n'auront toujours pas d'accès à l'eau en 2015 et 2,4 milliards d'individus qui, à l'échelle planétaire, n'auront pas accès à un service d'assainissement minimal.

Sans compter bien sûr que ce sont les pays du Nord qui auront les moyens de construire les espaces permettant de gérer les dimensions sanitaires du changement climatique et de ses conséquences sur les ressources en eau.

## Les guerres de l'eau auront-elles lieu ?

« Verra-t-on effectivement des États s'affronter pour l'eau ? » La question était posée l'an dernier par le géographe canadien Frédéric Lasserre (1). Les ressources en eau sont, semble-t-il, au centre de tensions géopolitiques croissantes, et le Forum mondial de l'eau de l'Onu en a fait l'un de ces thèmes principaux de réflexion. Un certain nombre d'éléments militent en effet pour cette hypothèse.

Alors que la pression démographique se fait plus forte (la population mondiale va encore augmenter de plus de 2,5 milliards de personnes dans les quarante ans à venir), que la demande de niveau de vie à l'occidentale accentue ces pressions, et que le changement climatique va exacerber encore les concurrences potentielles, ce ne sont pas moins de 260 bassins fluviaux qui sont partagés entre deux ou plusieurs États. Déjà des tensions se font sentir. C'est, entre Israël et la Syrie, la question du contrôle du plateau du Golan, au nord-est du lac de Tibériade : annexé en 1981, Israël considère le plateau comme une région à part entière. Une partie des affluents du Jourdain y trouve leurs sources, et Israël y puise 35 % de son alimentation en eau.

On retrouve ces mêmes tensions géopolitiques entre l'Égypte et le Soudan sur le Nil, entre la Turquie, la Syrie et l'Irak pour le partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate, mais aussi entre les États-Unis et le Mexique sur les eaux du Colorado (encadré ci-contre).

Malgré tout, cette liste est déjà révélatrice des limites de l'analyse de futures guerres pour les ressources en eau. Ces litiges n'ont, jusqu'à présent, presque jamais débouché sur des conflits ouverts à grande échelle. Et tous les pays concernés sont lancés depuis plusieurs années dans des processus de discussion et de coopération qui fonctionnent très correctement. Les États et les acteurs internationaux ont tout intérêt à privilégier les partages négociés et non les épreuves de force : le dérèglement climatique en cours – de même que la crise financière – rappelle chaque jour que, dans la « société du risque » (Ulrich Beck), il n'est plus possible de se débarrasser des tensions sur ses voisins, car celles-ci reviennent en boomerang sur ceux qui les produisent.

Note :

Frédéric Lasserre, « Guerres de l'eau : paradigme des guerres du XXI<sup>e</sup> siècle ? », communication au Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, octobre 2008.

## 1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

### Michael Klare : Les prochaines guerres auront pour enjeu les ressources « naturelles »,

Le meilleur allié des Etats-Unis - la Grande Bretagne - proclame que le changement climatique a ouvert une ère nouvelle de conflits violents autour de l'énergie, de l'eau et de la terre arable.

C'est officiel : c'est une ère de guerres pour les ressources qui nous attend. John Reid, le Secrétaire à la défense britannique, a averti que le changement climatique global et l'épuisement des ressources naturelles se conjuguent pour accroître la probabilité de conflits violents portant sur la terre, l'eau et sur l'énergie. Selon lui, le changement climatique « rendra encore plus rares des ressources, l'eau propre, la terre agricole viable, qui sont déjà rares » et cela va « accroître plutôt que décroître la probabilité de conflits violents. »

Bien qu'elle ne soit pas sans précédent, cette prédiction de John Reid, pour qui on va assister à un regain de conflits autour des ressources, est hautement significative tant par la fonction ministérielle qu'il occupe que par la véhémence de ses paroles. « La vérité brutale, c'est que la pénurie d'eau et de terres agricoles est un facteur qui contribue significativement au conflit tragique que nous voyons se développer au Darfour. » Et d'ajouter : « Nous devons considérer cela comme un signal d'alarme. »

Selon John Reid, de tels conflits autour des ressources ont plus de probabilités de se multiplier dans les « pays en développement », mais pour lui il est peu probable que les pays plus avancés et plus riches soient épargnés par les effets déstabilisants et néfastes du changement climatique mondial. Si le niveau des mers s'élève, si l'eau et l'énergie deviennent de plus en plus rares et si les meilleures terres agricoles se transforment en déserts, les guerres civiles pour l'accès aux ressources vitales vont devenir un phénomène global.

C'est dans le cadre du prestigieux Chatham House, l'équivalent à Londres de ce qu'est à Washington le Conseil pour les relations extérieures, que John Reid a prononcé son discours. Ce n'est que l'expression la plus récente de la tendance croissante dans les cercles stratégiques à considérer que ce sont les effets d'environnement et de ressources, plutôt que l'orientation politique et l'idéologie, qui deviennent la cause la plus importante de conflits armés dans les prochaines décennies. Avec la croissance de la population mondiale, l'envol des taux mondiaux de consommation, l'épuisement rapide des sources d'énergie et la destruction de bonnes terres agricoles par le changement climatique, le décor est planté dans le monde entier pour des batailles chroniques autour des ressources vitales. Dans un tel scénario, les conflits religieux et politiques ne vont pas disparaître, mais vont plutôt être canalisés en affrontements dont l'enjeu sera les meilleures sources d'eau, de nourriture et d'énergie. Jusqu'à ce discours du Secrétaire britannique à la défense, l'expression la plus significative de ce point de vue était ce rapport préparé en octobre 2003 pour le Département de la défense de Washington, le Pentagone, par un bureau de consultants californiens intitulé « Scénario de changement climatique brusque et ses implications pour la sécurité nationale des Etats-Unis » [1]. Ce rapport avertissait que le changement climatique mondial va plus probablement déboucher sur des événements environnementaux cataclysmiques soudains plutôt qu'une simple hausse graduelle (et donc gérable) des températures moyennes. De tels événements pourraient inclure une hausse substantielle des niveaux des mers dans le monde, des tempêtes et ouragans intenses et des phénomènes de désertification à l'échelle de continents entiers. Cela déclencherait des conflits sanglants entre les survivants à ces effets pour l'accès à la nourriture, l'eau, les terres habitables et les sources d'énergie.

Ce rapport de 2003 écrivait : « La violence et les turbulences découlant des tensions créées par des changements abrupts du climat impliquent une menace pour la sécurité nationale différente de ce que nous avons l'habitude de voir aujourd'hui. (...) Des confrontations militaires peuvent être déclenchées par un besoin

désespéré de ressources naturelles comme l'énergie, la nourriture et l'eau plutôt que par des conflits autour de l'idéologie, de la religion ou de l'honneur national. » Jusqu'à présent, ce mode d'analyse n'avait pas réussi à attirer l'attention des décideurs placés aux sommets des gouvernements des Etats-Unis et du Royaume Uni. Le plus souvent, eux insistent que ce sont des divergences idéologiques et religieuses, principalement le choc entre les valeurs de tolérance et de démocratie, d'un côté, et, de l'autre côté, des formes extrémistes de l'Islam qui restent les principaux moteurs des conflits internationaux. Mais le discours de John Reid à Chatham House laisse à penser qu'un changement important de la réflexion stratégique pourrait être en train de s'effectuer. L'ordre du jour de la sécurité mondiale pourrait bientôt être dominé par des périls environnementaux.

Ce changement est dû en partie au poids croissant des données qui indiquent une responsabilité humaine significative dans la transformation des systèmes fondamentaux du climat de la planète. Des études récentes montrant le recul rapide des calottes de glace polaires, la fonte accélérée des glaciers de l'Amérique du Nord, la fréquence accrue des ouragans sévères et tout un ensemble d'autres effets de cette sorte suggèrent tous que des changements du climat mondial dramatiques et potentiellement néfastes ont commencé à se dérouler. Ce qui est plus important encore, ces études récentes arrivent à la conclusion que c'est le comportement humain, à savoir principalement la combustion des combustibles fossiles dans les usines, centrales électriques et véhicules à moteur, qui est la cause la plus probable de ces changements en cours. Cette conclusion peut n'avoir pas encore pénétré à la Maison Blanche et dans d'autres bastions où l'on réfléchit comme l'autruche qui met sa tête dans le sable, mais elle gagne manifestement du terrain parmi les scientifiques et les analystes sérieux dans le monde entier.

Pour l'essentiel, la discussion publique du changement climatique mondial a eu tendance à décrire ses effets comme un problème d'environnement, une menace pour l'eau potable, la terre arable, les forêts tempérées, certaines espèces etc. C'est sûr que le changement climatique est une grave menace pour l'environnement, c'est même en fait la plus grave menace imaginable. Mais considérer le changement climatique comme un problème d'environnement ne rend pas justice à la magnitude du péril ainsi créé. Comme le disent clairement le discours de John Reid et le rapport du Pentagone de 2003, le principal danger que pose le changement climatique mondial n'est pas la dégradation des écosystèmes en soi mais plutôt la désintégration de sociétés humaines entières pouvant engendrer des famines de masse, des migrations de masse et des conflits récurrents autour des ressources.

Comme le note le rapport du Pentagone, « quand ils seront frappés par la famine, la maladie et des désastres météorologiques dus au changement climatique abrupt, les besoins de nombreux pays vont dépasser leur capacité productive », c'est-à-dire leur capacité à fournir le minimum nécessaire à la survie humaine. Cela « va créer un sentiment de désespoir qui va probablement conduire à une agression offensive » contre des pays disposant d'une plus grande réserve de ressources vitales. « Imaginez les pays d'Europe de l'Est, obligés de lutter pour nourrir leurs populations avec une baisse de leurs ressources en nourriture, eau et énergie, jetant leurs yeux sur la Russie, dont la population est en baisse, pour accéder à son blé, ses minéraux et ses sources d'énergie. »

Des scénarios similaires se répéteront tout autour de la planète, tandis que ceux qui sont privés des moyens de survie envahiront ou immigreront chez ceux disposant d'une plus grande abondance, suscitant des conflits sans fin autour des ressources entre les nantis et les démunis.

C'est cette perspective qui plus que tout, préoccupe John Reid. Il s'est inquiété en particulier des capacités inadéquates de pays pauvres et instables à faire face aux effets du changement climatique et des risques qui en résultent d'effondrement de certains Etats, de guerres civiles, de migrations massives. « Plus de 300 millions de personnes en Afrique manquent d'aujourd'hui d'accès à l'eau potable » a-t-il fait remarquer et « le changement climatique ne fera qu'aggraver encore cette situation terrible » provoquant d'autres guerres comme celle du Darfour. Et même si ces désastres sociaux vont se produire principalement dans le monde en développement, les pays plus riches seront entraînés dans la spirale de tels troubles, soit en participant à des opérations de maintien de la paix et d'aide humanitaire, soit en ayant à repousser des immigrants non-désirés ou encore en ayant à combattre outremer pour l'accès à des approvisionnements en nourriture, pétrole et minéraux.

Quand on lit de tels scénarios de cauchemar, il est facile d'évoquer des images de gens affamés désespérés s'entre-tuant avec des couteaux, des pieux et des gourdins. C'était ainsi par le passé et cela pourrait facilement être ainsi à nouveau. Mais ces scénarios envisagent aussi le recours à des armes plus meurtrières. « Dans ce monde d'Etats guerriers » prédisait en 2003 le rapport du Pentagone, « la prolifération des armes nucléaires est inévitable ». Au fur et à mesure que le pétrole et le gaz naturel vont s'épuiser, de plus en plus de pays se rabattront sur l'énergie nucléaire pour satisfaire leurs besoins d'énergie, et cela « va accélérer la prolifération des armes nucléaires avec le développement par les pays de capacités d'enrichissement et de retraitement de l'uranium dans le but de garantir leur sécurité nationale. »

Bien qu'ils soient spéculatifs, ces rapports disent clairement une chose : quand nous réfléchissons aux effets calamiteux du changement climatique mondial, nous devons souligner leurs conséquences sociales et politiques tout autant que leurs effets strictement environnementaux. Sécheresses, inondations et tempêtes peuvent nous tuer et le feront sûrement, mais aussi les guerres entre les survivants de ces catastrophes pour ce qui restera de nourriture, d'eau potable et d'abris. Comme le discours de John Reid l'indique, aucune société, même riche, n'échappera à une implication dans ces formes de conflits.

Nous pouvons réagir à ces prédictions de deux manières : soit en nous en remettant aux fortifications et à la force militaire pour obtenir quelque avantage dans la lutte mondiale pour les ressources ou soit en prenant des mesures sensées pour réduire le risque de changements cataclysmiques.

Il ne fait pas de doute que de nombreux politiciens et maîtres à penser des médias, tout particulièrement dans notre pays les Etats-Unis, vont vanter la supériorité de la solution militaire en insistant sur la prépondérance de force dont disposent les Etats-Unis. Ils argumenteront qu'en fortifiant nos frontières et nos côtes pour tenir à distance les immigrants indésirables et en menant le combat partout dans le monde pour nous assurer les sources de pétrole nécessaires, nous pourrions maintenir notre niveau de vie privilégié plus longtemps que d'autres pays moins bien dotés en moyens de puissance. Peut-être. Mais l'atroce guerre indécise en Irak et la faillite de la réaction nationale à l'ouragan Katrina montrent combien ces moyens peuvent être inadéquats quand ils s'affrontent aux dures réalités d'un monde sans pitié. Comme le rapport du Pentagone de 2003 nous le rappelle, « des batailles constantes pour des ressources en diminution » vont les « réduire encore plus au-delà même des effets climatiques. »

La supériorité militaire peut apporter l'illusion d'un avantage dans les luttes pour les ressources vitales à venir, mais ne peut pas nous protéger des ravages du changement climatique mondial. Certes, nous pouvons nous en tirer un peu mieux que les habitants d'Haïti ou du Mexique, mais nous aussi nous souffrirons de tempêtes, sécheresses et inondations. Quand nos partenaires commerciaux d'outremer s'enfonceront dans le chaos, nos importations vitales de biens alimentaires, matières premières et énergie disparaîtront, elles aussi. Il est vrai que nous pourrions établir des bases militaires dans quelques-unes de ces endroits pour nous garantir un trafic continu de matières premières décisives. Mais le prix à payer croîtra sans cesse tant en sang qu'en dollars du budget et finira par dépasser nos moyens jusqu'à nous détruire. En fin de compte, notre seul espoir d'un futur sûr et garanti réside dans une réduction substantielle de nos émissions de gaz à effet de serre et dans une collaboration avec le reste du monde pour ralentir le rythme du changement climatique mondial.

Michael Klare

Michael Klare est professeur d'études pour la paix et la sécurité mondiale au Hampshire College à Amherst, Massachusetts (Etats-Unis). Son livre le plus récent est Blood and Oil : The Dangers and Consequences of America's Growing Petroleum Dependency, Holt, New York 2004 (Sang et Pétrole : Les dangers et conséquences de la dépendance pétrolière croissante des Etats-Unis).

► Source anglais Z Net

[www.zmag.org/content/showarticle.cfm?ItemID=9900](http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?ItemID=9900).

► Traduction : A l'encontre

► Source : A l'encontre

[www.alencontre.org](http://www.alencontre.org)

28 mars 2006

Michael Klare.

[Réserves d'eau : les USA cherchent à contrôler la Triple Frontière, les peuples trahis doivent réagir. Joaquin Oramas, Adolfo Pérez Esquivel.](#)

[L'eau convoitée de l'aquifère Guarani, par Hinde Pomeranic.](#)

[Comment Cuba a survécu au peak oil, par Megan Quinn.](#)

[Ressources naturelles en jeu. L'expansion des Etats-Unis a besoin de l'eau de la région amazonienne, par Samir Amin.](#)

[1] Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique, Editions Allia, Paris, 2006, 68 pages

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Les-prochaines-guerres-auront-pour-enjeu-les-ressources.html>

<http://www.legrandsoir.info/article3478.html>

---

## François-Georges Dreyfus : Eau et géostratégie au Moyen-Orient.

Quand on pense au Moyen-Orient, on ne cesse de parler de pétrole, de gaz naturel, d'oléoduc et généralement on oublie l'eau -pourtant si l'on veut se passer de l'hydrocarbure (ce fut le cas pendant des millénaires), on ne peut se passer de l'eau.

Au Moyen-Orient, région au climat en général méditerranéen, parfois semi-aride, l'eau pose encore plus de problèmes que dans d'autres parties du monde en raison des besoins de l'agriculture. Dans un pays comme la France l'agronome Ch. Riou<sup>1</sup> estime que l'agriculture représente 60% de la consommation en eau. On imagine assez bien le poids de l'agriculture dans la consommation des pays secs ou semi-arides. En utilisant le concept d'évapotranspiration potentiel (ETP) on constate que dans les régions semi désertiques, il est près de trois fois supérieur à celui que connaît le Bassin parisien, l'ETP est en effet de 1876 dans la région du Lac Tchad, de 1369 à Tunis et de 698 en Ile de France -ce que l'on appelle le « croissant fertile » et en particulier l'Irak et la Palestine où les pluies sont rares (entre 400 et 500mm/an)<sup>2</sup> a donc besoin d'eau venant de régions extérieures, le Taurus en Turquie, les Monts du Liban ou le Golan en Syrie occupée par l'armée israélienne.

La Turquie est au Moyen-Orient un véritable château d'eau en particulier dans sa partie orientale : le Taurus est à la source de tout un réseau fluvial qui converge vers le Tigre et l'Euphrate. L'Euphrate est un fleuve au débit

important, près de 1000 m<sup>3</sup>/s à la frontière turco-syrienne, mais irrégulier car lié à la fonte des neiges ; il est donc puissant de fin mars à juin.

Pendant des siècles on l'a mal utilisé ; depuis un demi-siècle, les barrages ont cherché à dompter le fleuve. Des barrages sont particulièrement importants en Syrie depuis les travaux entrepris par la France dans la région du Zor Ournout. En Turquie a été planifié en 1970 le Great Anatolian Project (GAP) avec tout le complexe des barrages, en particulier le barrage Atatürk. Le GAP intègre un énorme ensemble des eaux du Tigre, de l'Euphrate, de leurs affluents. Ils vont constituer une réserve d'eau considérable ayant pour but de régulariser les fleuves, de faciliter l'irrigation et produire de l'électricité. La Turquie attend la moitié de son énergie électrique.<sup>3</sup>

Ce programme gigantesque va avoir à moyen terme, des conséquences auxquelles on ne songe guère : 25% de l'eau du Tigre manquera dans les prochaines années à l'Irak, et un même volume manquera à la Syrie- comme le note Aymeric Chauprade « pour compenser son déficit en eau en ponctionnant davantage le Yarmouk (rivière syrienne) ce qui ne facilitera pas les relations avec Israël... tandis que l'Irak tenterait de compenser par le Chattel-arab (confluence de l'Euphrate et du Tigre) ce qui ne serait pas sans conséquence sur les relations avec l'Iran »  
.4

Tout cela crée une situation belligène puis aggrave encore les tensions dans cette partie du monde. Souvenons-nous, comme le rappelle A. Chauprade que dans les années 1970 la mise en eau du barrage de Tabqa sur l'Euphrate avait failli conduire à un conflit militaire que seule une médiation saoudienne put éviter. Toutefois, la crise irakienne et l'isolement diplomatique de la Syrie favorisent les desseins turcs. Notons d'ailleurs que le problème de l'eau est aussi un enjeu dans l'affaire tchétchène : la Tchétchénie est aussi un château d'eau qui favorise la mise en valeur de la steppe jusqu'à Groznyï.

### **Mais la zone où le problème de l'eau se pose avec le plus d'acuité, c'est en Palestine.**

En effet, la Palestine et au-delà la Jordanie disposent de ressources hydrauliques faibles (entre 390 et 500 m<sup>3</sup> par habitant /an) situation qui risque de s'aggraver dans les années à venir en raison de la croissance de la population qui dans les zones de peuplement musulman est de l'ordre de 3.5 % par an ; en d'autres termes, il est vraisemblable que la population doublera d'ici une vingtaine d'années. Dans le cas d'Israël la croissance n'est non plus négligeable non par accroissement naturel mais par la persistance de l'immigration. Elle demeure importante même si les arrivées de ces prochaines années seront moindres. La plupart des juifs de l'URSS voulant s'installer en Israël l'étant déjà. Toutefois, le renouveau d'anti-léninisme ukrainien lié à l'hype nationalisme qui règne en Ukraine pourrait entraîner de nouvelles arrivées

On peut penser qu'à l'horizon 2025 le bassin du Jourdain aura près de 25 millions d'habitants

Source, Population et Sociétés, INED, août 2005.

Dès lors on peut penser qu'en 2025 ces régions veulent leur disponibilité en eau autour de 250 m<sup>3</sup>/hab/an en Israël et à moins de 100 m<sup>3</sup> en Jordanie. Or le développement de la Palestine juive, au temps du Foyer national juif comme aujourd'hui en Israël est largement lié au problème de l'eau. Même si la définition du Dictionnaire de géopolitique, dirigé par Y. Lacoste, sont inexactes et exagérés « le sionisme, c'est une soif de territoire et de démographie... l'eau répond à cette soif », il est incontestable que l'eau a été un élément essentiel de la politique des premiers colons comme aujourd'hui de l'Etat d'Israël.

L'agriculture juive avant 1947, et israélienne depuis, est une agriculture moderne réclamant infiniment plus d'eau que l'agriculture arabe. De surcroît Israël a su très vite donner les dimensions agronomiques de l'agriculture, protection des sols, lutte contre l'érosion, apports d'engrais et de fertilisants.

A la fin des années 1950, les rendements israéliens pour les agrumes ou les céréales étaient supérieurs de plus de 20 % aux rendements des régions agricoles cultivées par les colons français du Maghreb.

A la demande d'une consommation importante d'eau la politique israélienne a su rationaliser de manière assez extraordinaire l'utilisation de l'eau. Les zones irriguées israéliennes connaissent des rendements supérieurs d'un tiers aux zones irriguées syriennes en consommant moins d'eau. Mais la consommation israélienne par tête d'habitant est considérable d'autant que l'on a cherché (et réussi) à mettre en valeur le désert du Néguev en mettant en place un aqueduc allant du Lac de Tibériade jusqu'à la hauteur de Beersheba.

Avec le partage de l'Onu de 1947, Israël disposait de ressources hydrauliques convenables par exemple le petit château d'eau qu'est la Galilée au Sud-Liban est affecté à l'Etat arabe de Palestine. La première guerre israélo-arabe déclarée par les Etats arabes contre Israël est une lourde défaite pour les agresseurs et entraîne l'annexion

par Israël de la Galilée et du Néguev du Nord avec Beersheba. Le potentiel en eau de l'Etat d'Israël est constamment renforcé. En 1947 les grandes réserves accueillies sont arabes et elles sont d'autant plus importantes que les sources des fleuves et rivières qui alimentent Israël sont sous contrôle arabe ; les imprudences arabes ont profondément modifié la situation au profit de l'État hébreu. En réalité on assiste à un véritable partage de la Palestine entre l'Etat d'Israël et la Jordanie qui annexe la Cisjordanie.

Si l'on examine une carte on constate cependant que la Cisjordanie dispose d'importantes ressources aquifères et que les bords du Jourdain sont en 1949 majoritairement arabes. Cette zone va être peu à peu colonisée par les Israéliens. A en croire l'historien israélien Ilan Greilsammer, un des nouveaux historiens d'Israël sioniste de Cisjordanie purement et simplement expulsés. Dans cette région les Israéliens entament alors des constructions de l'aqueduc alimenté par les eaux du Jourdain qui doit irriguer le Néguev.

En fait le Jourdain qui marque la frontière avec la Syrie est « dé syrianisé » malgré l'appui donné aux Arabes par les Etats-Unis. Le plan Johnson prévoit le partage des eaux du Jourdain entre Israël, la Syrie et la Jordanie, un tiers à chacun : mais Nasser considérant que ce serait une reconnaissance de l'existence d'Israël met un veto. Les Arabes cherchent à dériver les affluents en amont du Jourdain vers les États arabes, c'est un tel risque pour Israël que l'aviation de Tsahal détruit en 1965 les premières installations.

La Guerre des Six Jours en 1967 règle le problème, le Golan est occupé ,par conséquent la Syrie n'a plus accès au Jourdain et les réserves d'eau du Golan sont désormais contrôlées par Israël. L'Etat hébreu occupe également la Cisjordanie et contrôle de ce fait l'énorme réserve en eau que conserve la Galilée. En définitive après la guerre des Six Jours le potentiel des ressources en eau passe de 1600 millions de m<sup>3</sup> à 2500 millions.

Mais les besoins en eau d'Israël ne cessent d'augmenter. Jusqu'à quel point la politique libanaise de Tel Aviv n'a-t-elle pas été liée au contrôle des eaux, en particulier au contrôle du Litani du Sud-Liban qui sera occupé pendant plus de vingt ans par Tsahal ?

Le Litani, fleuve côtier libanais a toujours été un objectif de toutes les administrations palestiniennes. Depuis la fin de l'administration ottomane en 1916-1919 par exemple il a fait l'objet de débats entre la France et le Royaume Uni lors des accords de partage de la région<sup>6</sup>. Le Litani demeure longtemps une revendication britannique, et elle est reprise par Israël dès 1949.

Le besoin en eau demeure une obsession pour Israël et cela explique largement la situation dans les territoires occupés. Ils disposent de plus d'un demi-milliard de m<sup>3</sup> mais l'essentiel de cette eau est à la disposition de facto des Israéliens d'autant que lorsque l'on regarde l'implantation des colonies israéliennes en Cisjordanie on constate qu'elles se retrouvent dans les zones où l'on peut facilement atteindre la nappe phréatique. De toute manière, l'économie israélienne étant ce qu'elle est, on voit mal comment Israël renoncera à ces réserves ; c'est peut être bien une des raisons de la construction du « Mur ».

Certes, on a construit des usines de désalinisation d'eau de mer et on envisage la construction d'un aqueduc Turquie-Israël permettant à l'Etat hébreu d'avoir sa part du château d'eau du Taurus.

Mais cela ne suffira que

Eau et géostratégie au Moyen-Orient 95

Géostratégiques n° 13 - Juillet 2006difficilement. Il faudrait sans doute dé saliner davantage d'eau méditerranéenne.

Incontestablement le problème de l'eau est un élément fondamental des discussions sur le sort du Moyen-Orient, tant en ce qui concerne l'Irak et la Syrie qu'en ce qui concerne les rapports israélo-palestiniens.

\*Professeur émérite d'histoire contemporaine à la Sorbonne Paris IV, après avoir été pendant trente ans enseignant à l'Université de Strasbourg, où il a dirigé successivement l'Institut d'études politiques, le Centre des études germaniques et l'Institut des hautes études européennes. Il vient de publier une Histoire de la Russie aux éditions de Fallois.

1. Ch. Riou, Les besoins en eau des cultures, INRA, 1985.

2. Article « Eau », Encyclopédia universalis.





3. Cf. G. Mutin, L'eau dans le monde arabe, Paris : Ellipses, 2000. La note de François Thual, « Le Moyen-Orient et l'Eau » pour le Sénat (2000). Voir aussi les études de Marwa Daoudy, « Entre le Tigre et l'Euphrate, la bataille de l'or bleu », Les Cahiers de l'Orient, 1996.

4. A. Chauprade, Géopolitique, Paris, Ellipses, 2002, p. 577.

5. Cf. Ilan Greilsammer, Une Nouvelle Histoire d'Israël, Gallimard, 1998.

6. Cf. F-G Dreyfus, 1919-1939, L'Engrenage, de Fallois, 2002.

[http://www.strategicsinternational.com/13\\_04.pdf](http://www.strategicsinternational.com/13_04.pdf)

---

## 2 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

### 2-1 Kourosch Ziabari : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète. (Dissident Voice)

Jeffrey Blankfort est américain. Il est photographe, producteur d'émission de radio et analyste du Moyen Orient. C'est un militant pro-palestinien connu et ses articles ont été publiés dans beaucoup d'organes d'information progressistes.

Il offre des émissions sur KZYX à Mendocino et KPOO à San Francisco. Auparavant Blackford a été le directeur de publication du Middle East Labor Bulletin et co-fondateur du Labor Committee of the Middle East. En février 2002, il a gagné un procès contre l'organisation sioniste Anti-Defamation League (ADL) qui avait espionné des citoyens américains qui critiquaient Israël et sa politique d'expansion.

Jeffrey a accepté de me donner un interview exclusif portant sur l'influence du lobby israélien sur les décideurs du gouvernement américain, le programme nucléaire illégal et secret d'Israël, le conflit israélo-palestinien et la menace d'une attaque imminente d'Israël contre les installations nucléaires de l'Iran.

Blankfort ne craint pas de critiquer clairement le régime d'apartheid israélien et il croit qu'Israël est la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

---

Kourosch Ziabari : Dans votre article : "Le lobby israélien et la gauche : des questions difficiles" vous explorez de manière approfondie la domination du lobby israélien sur l'administration américaine et vous citez des exemples convaincants de l'influence de riches sionistes sur les multinationales et sur les médias de la pensée dominante en Amérique. Ma question est la suivante : Quelle est la source de l'immense pouvoir et de l'immense richesse que les sionistes détiennent ? Comment les Juifs ont-ils pu développer un pouvoir d'influence et des capacités financières telles qu'ils sont désormais capables de cadrer, changer et modifier les composantes de la politique des USA ?

Jeffrey Blankfort : Cette question nécessiterait une réponse élaborée. Mais on peut dire qu'un segment important et bien organisé de la communauté juive s'est consacré, après la seconde guerre mondiale, à l'établissement et à la prospérité d'un état juif dans la Palestine historique dans lequel la vie et la subsistance des Palestiniens arabes autochtones n'avait aucune valeur.

Le fait que ce groupe ne représentait pas - et n'a jamais représenté - la majorité des Juifs américains a été largement compensé par l'ardeur de son militantisme au profit d'Israël dans tous les secteurs importants de la société américaine et à tous les niveaux de la vie politique de la nation. Son succès n'aurait pas été possible, cependant s'il n'y avait pas eu dans ses rangs un nombre important de riches hommes d'affaire juifs désireux de contribuer financièrement à acheter le soutien du Congrès américain ainsi que celui de pratiquement tout le corps législatif ou à intimider et faire taire les éventuels critiques d'Israël.

Bien avant la naissance des premiers sionistes, des banquiers et des capitalistes juifs s'étaient établis en Europe et aux USA, de sorte qu'il n'est pas surprenant que certains d'entre eux, à commencer par Lord Rothchild au début du siècle dernier, aient soutenu le projet sioniste. Aujourd'hui ils forment de loin le plus important groupe de donateurs privés des deux partis politiques.

Les médias, comme on peut s'y attendre, ont été une de leur premières cibles, et on peut hélas constater chaque jour que des supporters avoués d'Israël qui ne sont pas nécessairement juifs, comme Rupert Murdoch, les contrôlent maintenant complètement.

Il n'y a aucun doute que le réseau de soutien d'Israël, qu'on appelle par euphémisme "lobby" a influencé de manière significative l'ensemble de la politique des USA au Moyen-Orient et a été un facteur déterminant de la gestion du conflit israélo-palestinien, cependant sa puissance a des limites. Certes, grâce à ses contacts à la

Maison Blanche et au Pentagone, il a réussi à entraîner les USA dans la guerre d'Iraq, mais il n'est pas encore arrivé à convaincre Washington de bombarder l'Iran ni à obtenir le feu vert des USA pour bombarder les installations nucléaires iraniennes. Il est clair qu'il y a des éléments importants du Pentagone et des services secrets qui sont conscients qu'une attaque de l'Iran par les USA ou Israël provoquerait presque certainement une catastrophe globale.

KZ : Dans votre article vous faites allusion aux conflits et luttes entre Israël et l'Administration américaine des dernières dizaines d'années au cours desquelles les Présidents des USA, Richard Nixon en tête, ont essayé de contenir la politique d'expansion d'Israël et d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens opprimés. En admettant que l'Administration ait vraiment tenté d'oeuvrer dans ce sens tout en réitérant sans cesse son engagement à garantir la sécurité d'Israël, pourquoi alors ses efforts ont-ils échoué ?

JB : Aucun Président américain, j'en ai peur, ne s'est soucié des conditions de vie du peuple palestinien. Arrêter l'expansion d'Israël et obtenir que Tel Aviv se retire de tous les territoires qu'il avait conquis en 1967 était pour les Américains une mesure d'intérêt national.

Tous les efforts précédents ont échoué parce qu'aucun président n'a voulu payer le prix politique intérieur nécessaire pour forcer Israël à se retirer des territoires occupés d'autant plus qu'ils savaient que leurs efforts seraient contrecarrés par l'écrasante majorité des deux chambres du Congrès quelle que soit leur affiliation politique de même que par les médias qui sont aux mains des sionistes.

Le seul qui ait fait un effort sérieux dans ce sens et qui ait osé affronter le réseau sioniste et le Congrès a été Georges Bush Senior quand il a refusé de satisfaire la demande d'Israël de 10 milliards de prêts garantis en 1991 et de nouveau en 1992 mais même lui dut finalement céder.

KZ : Les Israéliens ont l'habitude de qualifier d'antisémites pour les diffamer et les vilipender ceux qui osent critiquer leur politique et leurs actes belliqueux et agressifs. Ils accusent tous ceux qui les critiquent d'être antisémites. Cela inquiète les faiseurs d'opinion et les politiciens et les décourage de parler d'Israël en termes négatifs. Y a-t-il un moyen de faire prendre conscience au public que l'étiquette antisémite n'est pas réhabilitaire\* et que critiquer Israël n'est pas de l'antisémitisme ?

JB : Les allégations "d'antisémitisme" brandies contre ceux qui critiquent Israël n'ont plus le poids qu'elle ont eues mais elles sont encore très efficaces particulièrement quand l'accusé est l'employé des médias dominants, comme nous l'avons vu dernièrement avec le cas d'Helen Thomas, d'Octavia Nasr et de Rick Sanchez et dans l'industrie du cinéma qui a été longtemps un bastion sioniste ayant été développée par des Juifs au 19ème siècle, bien qu'à l'époque aucun d'eux n'était sioniste.

Le pouvoir qu'a l'accusation d'antisémitisme de mettre les personnes publiques à genoux finira le jour où un assez grand nombre de personnalités américaines ne l'accepteront plus. Quand à dire quand cela arrivera, je n'en sais rien.

KZ : La Fédération des Scientifiques Américains a confirmé qu'Israël possédait jusqu'à 200 têtes nucléaires même si elles ne sont pas déclarées. Comme il n'a pas signé le Traité de Non Prolifération, Israël n'a jamais permis à l'IAEA de contrôler son arsenal nucléaire. Nous savons déjà ce qui est arrivé à Mordecai Vanunu qui a perdu sa liberté pour avoir dit la vérité. Que pensez-vous qui va arriver au programme nucléaire israélien ? Tel Aviv va-t-il continuer à bénéficier du privilège de ne pas avoir à rendre compte de ses actes ?

JB : Tant que le réseau de soutien du sionisme contrôle le Congrès, tant qu'aucun Président américain n'a pas le courage de simplement mentionner l'existence des armes nucléaires israéliennes et tant que les USA continuent de tenir les cordons de la bourse de l'ONU, Israël bénéficiera de l'impunité et de l'immunité. Si la direction des mouvements antinucléaires américains maintenant disparus comme "le mouvement pour la paix" n'avait pas été dominée par les sionistes, il y aurait peut-être eu un débat sur le sujet, mais comme elle l'était le sujet a été considéré tabou.

KZ : Parlons maintenant de l'Iran. L'Iran est décrite dans les médias étasuniennes d'une manière déformée et hypocrite. Beaucoup d'Américains qui n'avaient jamais entendu parler de l'Iran sont aujourd'hui confrontés à l'image horrible et terrifiante qu'en donnent les médias dominées par les sionistes. Ils n'ont aucune idée de ce qu'est la civilisation iranienne, ni de ce qu'ont de spécifique sa société et sa culture. Comment pourrait-on porter la vraie nature de l'Iran à la connaissance des Américains qui n'ont pas les moyens de la découvrir par eux-mêmes ?

JB : La plupart des Américains ne sont pas capables de trouver l'Iran ni quelque autre pays du Moyen Orient ni même n'importe quel pays du monde, sur une carte. Pour la plupart ils sont confrontés à ce qu'on pourrait appeler un "problème géographique" autant qu'historique. Il n'y a pas d'antidote à cela au monde et c'est la raison pour laquelle Washington peut se permettre de faire la guerre à des pays qui ne lui ont jamais fait aucun mal. Si les soldats étaient des appelés comme pendant la guerre du Vietnam, ni la guerre d'Iraq ni celle de l'Afghanistan n'auraient duré aussi longtemps et il y aurait une grande opposition à une attaque contre l'Iran.

Quand Nixon a eu l'intelligence de supprimer la conscription des hommes de 18 ans au début des années 1970, cela a détruit l'épine dorsale du mouvement anti-guerre et c'est la raison pour laquelle Washington ne veut pas revenir à la conscription malgré la pression énorme résultant de la nécessité de maintenir une armée assez nombreuse pour mener plusieurs guerres de front. Sans la crainte que leur jeunes de 18 ans ne soient appelés au combat, il n'y a pas de mouvements contre la guerre et c'est pourquoi il n'y a pas d'opposition à la guerre digne de ce nom aux USA à l'heure actuelle.

KZ : Beaucoup de gens dans le monde croient que la presse américaine est complètement libre et peut dire tout ce qu'elle veut sans que la moindre restriction ou censure ne lui soit imposée par l'Administration. On peut presque dire que le gouvernement américain ne se mêle pas directement de ce qui concerne les médias ;

cependant on a l'impression qu'il y a une pression implicite sur les médias pour ne pas dépasser la ligne rouge et violer des lois non écrites comme l'interdiction de critiquer Israël. Pouvez-vous nous en dire plus ?

JB : Ce n'est pas le gouvernement qui empêche les critiques d'Israël de s'exprimer, c'est la peur des réactions qu'engendre toute critique sincère d'Israël que ce soit dans un article ou un dessin humoristique des médias même si le journaliste est juif. Il y a plusieurs organisations, dont les plus importantes sont la Anti-defamation League, CAMERA et HonestReporting, qui sont capables d'envoyer immédiatement un torrent d'emails et de lettres à l'éditeur d'un journal qu'ils jugent offensant et parfois même de se rendre dans les bureaux du journal en question pour s'assurer que les médias comprennent bien ce qu'ils peuvent écrire ou pas. Comme il n'y a pas de pression équivalente en faveur de la critique d'Israël, les médias préfèrent éviter l'affrontement.

Il fut un temps où un certain nombre de journalistes des médias dominants écrivaient des articles critiques sur Israël sans avoir de problèmes. Mais c'était il y a 20 ans et ils ne sont plus là.

KZ : Voici ma dernière question : Comment voyez-vous l'avenir d'Israël ? Va-t-il continuer à déterminer la politique étrangère américaine et contrôler les politiciens américains ? Est-il capable de maintenir le blocus de Gaza ? Et finalement Israël parviendra-t-il à survivre politiquement ?

JB : Tant que les supporters d'Israël ou ses agents aux USA parviennent à contrôler le Congrès américain et à intimider tous les présidents en exercice, et tant que ces mêmes forces dominent les médias, il n'y aura pas de changement aux USA ni à Gaza. Bien que le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions se développe petit à petit aux USA, il n'y a pas l'intensité qu'il a ailleurs et ses cibles sont limitées à ce que les firmes américaines et Israéliennes produisent en Cisjordanie, aussi, si l'on veut être réaliste, il y a peu de chance que les USA exercent une pression déterminante sur Israël.

Ce que fait Israël, cependant, peut engendrer des changements qu'il est impossible de prévoir aujourd'hui. Après avoir été vaincu deux fois par le Hezbollah, les officiels israéliens ne cessent de menacer de déclarer une nouvelle guerre au Liban et comme les USA, l'Europe et l'ONU n'ont pas sanctionné leurs précédentes guerres au Liban, ils vont sûrement encore essayer.

A la différence des Palestiniens, les Libanais n'ont pas l'intention de se laisser faire et sont capables de rendre coup pour coup, comme les Israéliens en ont fait l'expérience quand les Libanais ont résisté à leur occupation et stoppé la Wehrmacht israélienne tant vantée en 2006. Si Israël attaquait l'Iran les répercussions seraient peut-être suffisantes pour entraîner Israël dans un processus qu'on pourra sans doute qualifier d'autodestructeur. Pour le moment, vu le soutien inconditionnel à tous ses crimes dont il bénéficie de la part des Américains et son arsenal de d'armes nucléaires, je considère Israël comme la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète. Kourosh Ziabari est un reporter freelance et un correspondant de presse iranien. Ses articles ont été publiés dans de nombreux médias et journaux comme le Tehran Times, Salem News, Palestine Think Tank, Press TV, Foreign Policy, Journal, Islam Online et Middle East Online. Il est membre de Llaxcala translators Network for Linguistic Diversity.

Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2010/10/i...>

Note du traducteur :

\* A la différence de la France qui s'est dotée de la loi Gayssot, ce qui permet les poursuites juridiques et augmente donc d'autant la capacité d'intimidation du lobby sioniste.

Kourosh Ziabari

28 octobre 2010

Traduction : D. Muselet

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>

---

## 2-2 Amel Bliidi : Litige à propos du partage des ressources du Nil.

La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ?

Le Nil, décrit comme «le fleuve éternel» par le poète Ahmed Chawki, alimente les tensions entre le duo Soudan-Egypte et les pays de l'Afrique de l'Est. Dix pays se disputent ainsi les ressources du fleuve roi.

Les Etats africains dans lesquels coule le Nil espèrent voir «un partage

équitable» de ses ressources, faisant planer le spectre d'«une guerre de l'eau» dans la région.

Car **l'Egypte devient nerveuse** dès qu'on cherche à convoiter les ressources du fleuve qui fait sa prospérité. Le pays de Hosni Moubarak

prétend détenir des droits «historiques» sur le deuxième fleuve le plus long au monde qu'aucun autre pays ne peut contester.

La fronde menée par l'Ethiopie, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya est perçue comme une tentative «d'assassiner» l'Egypte.

Pour les 80 millions d'Egyptiens qui en reçoivent 90% de leurs ressources en eau, le fleuve est intimement lié à l'histoire de leur pays. Le fait que l'Egypte se situe en aval du fleuve rend son existence tributaire des pays situés en amont.

Pour justifier sa position, le gouvernement égyptien s'appuie sur un texte de 1959 qui réserve à l'Egypte la part du lion avec 55 milliards de mètres cubes, et au Soudan — où se rejoignent le Nil Blanc et le Nil Bleu — avec 18,5 milliards de mètres cubes. Face à la fronde des autres pays du Nil, Le Caire a resserré ses liens avec Khartoum

en vue de faire front aux tentatives d'exploiter ce qu'ils considèrent comme «leur» ressource. En mai dernier, cinq pays situés en amont ont signé unilatéralement un nouveau traité, sans l'Égypte ni le Soudan. La soif des pays traversés par le «fleuve roi» est exacerbée par une démographie galopante et une volonté de développer leur économie.

Parmi les pays qui mènent la révolte, l'Éthiopie, avec ses 85 millions d'habitants, qui abrite la source du Nil Bleu (85% du débit) dans le lac Tana, ainsi que l'Ouganda (31 millions d'âmes) celle du Nil Blanc dans le lac Victoria. Le premier cité ambitionne de devenir le principal exportateur d'électricité en Afrique de l'Est.

Les convoitises autour Nil deviendraient même, aux yeux des responsables égyptiens, une manœuvre visant à déstabiliser leur pays. Ils se méfient particulièrement d'Israël, qui participe à des projets d'ouvrages sur le Nil en Ouganda et en Éthiopie, dont certains canaux transportant les eaux du fleuve parviendraient déjà près de la frontière israélienne.

Face aux États africains (Éthiopie, Tanzanie, Ouganda, Kenya, République démocratique du Congo, Rwanda et le Burundi) qui ont signé, en mai dernier, un traité plus en accord avec leurs intérêts, l'Égypte a émis des avertissements : «L'Égypte se réserve le droit de prendre toutes les

mesures pour défendre ses droits historiques sur les eaux du Nil», a affirmé devant le Parlement, Mohamed Nasreddine Allam, le ministre de l'Eau et de l'Irrigation.

Le fait est, par ailleurs, que le réchauffement climatique risque de compliquer encore plus la situation. Une baisse du débit du fleuve aurait un impact dramatique sur l'Afrique de l'Est.

La guerre de l'eau aura-t-elle donc lieu ? Si les observateurs internationaux jugent peu probable la possibilité d'une expédition égyptienne contre les États africains, les litiges autour des eaux du Nil restent néanmoins récurrents.

En 1978, la menace de construction d'un barrage sur le lac Tana, en Éthiopie, avait amené Sadate à agiter le spectre de la guerre. «L'eau est le seul mobile qui pourrait conduire l'Égypte à entrer de nouveau en guerre» disait, en 1979, le président assassiné.

L'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Ghali, soulignait, lui aussi, que la prochaine guerre que livrera son pays se déroulera dans les eaux du Nil.

### Chronologie

- 1869. Un conflit armé lié à l'eau a eu lieu entre l'Égypte et l'Éthiopie.

- 1929. Un accord signé entre l'Égypte et la Grande-Bretagne interdit à tout pays au sud de l'Égypte de réduire le volume des eaux atteignant l'Égypte et le nord du Soudan. Le traité stipule que, sans le consentement du gouvernement égyptien, aucun plan d'irrigation et aucune construction hydroélectrique ne peuvent être menés à bien sur les affluents du Nil ou sur ses lacs si ces réalisations sont susceptibles de diminuer le volume d'eau de façon dangereuse pour l'Égypte.

- 1959. Le traité sur l'utilisation totale des eaux du Nil a été signé, à l'issue d'une crise, entre l'Égypte et le Soudan en 1958. Khartoum revendiquait une part plus importante que celle que lui accordait le traité de 1929. Le traité fixe la part du Soudan à 18 milliards de mètres cubes du débit du fleuve.

- 1967. Le barrage d'Assouan naît dans des conditions politiques très particulières. La guerre froide bat son plein. Jugeant le colonel Nasser «trop à gauche», la Banque mondiale renonce à financer le projet.

Finalement, c'est l'Union soviétique qui prend le relais et réalise ce gigantesque barrage.

- 1980. L'Égypte menace de guerre l'Éthiopie après que son président, Mengistu Haïlé Mariam, se soit opposé au président Anwar Sadate qui voulait amener l'eau du Nil au Sinaï.

- 1999. Fondation de «l'initiative du bassin du Nil» avec l'aide de la Banque mondiale pour apaiser les tensions.

- 2010. Cinq pays africains signent un nouveau traité qui, sans préciser le volume du partage des eaux, annule les traités de 1929 et 1959.

Amel Blidi

07.11.

El Watan Dimanche 7 novembre 2010

---

## 2-3 Amin Abu Warda : Israël contrôle 80% de l'eau palestinienne.

*Israël contrôle 80% de l'eau palestinienne et le contrôle régional s'est méthodiquement accru depuis des années*  
Le chercheur palestinien Abu Kishek a déclaré que la sécurité de l'eau arabe est menacée par la politique israélienne et que toute solution politique au problème palestinien passera forcément par la question de l'eau.

Le chercheur dit que la sécurité de l'eau arabe affronte de nombreux défis, et ce depuis très longtemps. Pourtant, on fait très peu cas de la prise de contrôle continue d'Israël sur les ressources en eau. "**La solution à la situation repose entièrement sur l'eau.**" Il a souligné qu'Israël a commencé à contrôler l'eau palestinienne lorsque l'État a été créé en 1948. **L'eau est devenue la priorité pour Israël depuis qu'il l'a nationalisée en 1949.**

Israël s'acharne à gagner le contrôle de l'eau souterraine et de surface **dans le bassin du Jourdain**, menaçant les zones agricoles les plus fertiles.

Après l'occupation des Hauteurs du Golan, de la Cisjordanie, de Jérusalem Est et de la Bande de Gaza en 1967, Israël a commencé à prendre le contrôle de toutes les ressources en eau et les incursions au Liban ont commencé. Israël a récemment construit un barrage **près des Hauteurs du Golan syrien** qu'il occupe, près de la

ligne de cessez-le-feu.

**Le gouvernement israélien interdit aux Palestiniens de creuser de nouveaux puits sur leurs propres terres.** Ceci est une vieille pratique qui signifie que lorsqu'un puit est sec, il n'y a plus d'eau.

A l'intérieur des colonies israéliennes, les eaux coulent librement des forages, comme on peut le remarquer, de loin, par la verdure. **Le chercheur palestinien rapporte qu'Israël contrôle 80% des ressources palestiniennes en eau.**

Abu Kishek dit que **le tracé du mur israélien à l'intérieur de la Cisjordanie suit à 100% le cours des bassins aquifères et nappes phréatiques.**

**Les Israéliens à l'intérieur des frontières israéliennes consomment, par habitant, quatre fois plus d'eau que les Palestiniens, et les colons israéliens en Cisjordanie sept fois plus que les Palestiniens.**

Au sujet de la politique israélienne pour contrôler l'eau en Palestine, il dit qu'elle inclut la destruction de nombreux matériels, comme **la démolition des puits, la destruction des systèmes d'irrigation, des réservoirs et des canalisations en Cisjordanie.** Le résultat est un déficit majeur de la réserve souterraine, et l'augmentation des difficultés d'une partie de la population dans l'accès quotidien à l'eau potable.

La destruction par Israël des provisions d'eau de nombreuses villes palestiniennes, **ajoutée au sel contenu dans l'eau** venant des puits en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, entraînent également le déclin de la production agricole.

Abu Kishek souligne qu'Israël a creusé **500 dispositifs pour l'eau le long de la frontière avec la Cisjordanie**, en même temps que sur le côté nord de la Bande de Gaza, **les pompes israéliennes fonctionnent 18 heures par jour.**

Le tracé du mur en Cisjordanie a été fait pour intégrer les ressources en eau palestiniennes à l'intérieur des frontières israéliennes, en plus de ce qui est déjà pris par les colonies israéliennes à l'intérieur de la Cisjordanie. Et cela inclut la destruction de l'agriculture existante.

Israël a également détourné **l'eau du Jourdain**, ainsi qu'une partie **des eaux du bassin ouest du Néguev.** Les effets catastrophiques du vol de l'eau israélien sont clairs dans la Mer Morte, et les Israéliens sont maintenant en train d'essayer de pomper **l'eau de la Mer Rouge** en détruisant de grands pans de terre pour construire une connexion avec la Mer Morte.

**Abu Kishek ajoute que le but des fréquentes incursions d'Israël au Liban était de prendre le contrôle de l'eau de la région.**

En 1978, Israël était parvenu à contrôler les eaux de la rivière Litani et avait installé des pompes près du Pont Khardali, avec une conduite longue de 10 kms depuis la rivière et passant par la ville de Taibe.

Israël avait installé d'énormes citernes de stockage dans les environs sud de la ville de Aita Al Shaab pour stocker l'eau de la Rivière Litani et la distribuer aux colonies de Galilée. Israël avait transféré les eaux de la Litani au lac Tibériade, qui est à l'intérieur des frontières israéliennes et sous son contrôle. Israël avait aussi pris le contrôle des eaux de la Rivière Hasbani.

On note aussi des tentatives israéliennes pour prendre le contrôle des eaux du **Tigre** et de **l'Euphrate**, ainsi que **son rôle dans le conflit pour les eaux du Nil.**

Abu Kishek dit qu'en Palestine comme dans le monde arabe, les raisons de la crise de l'eau sont multiples.

Elles vont des chutes de pluie irrégulières jusqu'au fait que la plupart des rivières prennent leur source à l'extérieur des frontières politiques, aux effets du réchauffement global, aux fortes augmentations de population, et aux projets et ambitions de ceux qui cherchent à contrôler et à exploiter l'eau qui ne leur appartient pas.

Amin Abu Warda

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

Le 8 janvier 2007

Source : [Palestine News Network](#)

Traduction : MR pour [ISM](#)

<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=4377>

---

## 2-4 Les eaux transfrontières.

*« La concurrence féroce que se livrent les pays pour les ressources en eau fait craindre que cet enjeu renferme les germes de conflits violents. [...] Nous pouvons, si tous les peuples du monde travaillent ensemble, garantir à tous un approvisionnement durable en eau à l'avenir. »*

Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU

Lorsque la qualité de l'eau se dégrade ou que la quantité disponible doit satisfaire une demande de plus en plus importante avec le temps, la compétition entre les usagers de l'eau s'intensifie. Ce phénomène n'est nul part plus déstabilisant que dans les bassins fluviaux qui chevauchent des frontières politiques. L'expérience prouve cependant que, dans bien des situations, la nécessité de partager l'eau peut engendrer une coopération inattendue au lieu de générer des conflits ouverts.

Malgré la complexité des problèmes, le passé montre que les conflits liés à l'eau peuvent être résolus de façon diplomatique. Seuls 37 conflits graves impliquant des violences ont eu lieu au cours des 50 dernières années, alors que 150 traités ont été signés. Les nations accordent de l'importance à ces traités parce qu'ils rendent les relations internationales liées à l'eau plus stables et plus prévisibles.

### **Distribution sectorielle des 145 accords sur des eaux transfrontalières**

L'histoire des traités internationaux liés à l'eau remonte à 2500 av. J.-C, lorsque les deux cités-États sumériennes de Lagash et d'Umma forgèrent un accord mettant fin à un conflit lié à l'eau le long du Tigre, accord souvent cité comme le premier traité toutes catégories confondues. Depuis, de nombreux traités ont été signés. Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, plus de 3.600 traités liés aux ressources internationales en eau ont été rédigés depuis 805 ap. J.-C. La majorité d'entre eux porte sur la navigation et la démarcation des frontières. Au cours du siècle dernier, les négociations et les traités ont délaissé la navigation pour se focaliser sur l'utilisation, le développement, la protection et la conservation des ressources en eau.

Des accords légaux sur le partage de l'eau ont été négociés et maintenus alors même que des conflits persistaient sur d'autres questions. Le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam ont pu collaborer depuis 1957 dans le cadre de la Commission du Mékong et ont entretenu des échanges techniques tout au long de la guerre du Vietnam. Depuis 1955, Israël et la Jordanie ont régulièrement tenu des pourparlers au sujet du partage du fleuve Jourdan, alors même qu'ils étaient officiellement en guerre jusqu'il y a peu. La Commission du fleuve Indus a survécu à deux guerres entre l'Inde et le Pakistan. Un accord cadre pour le bassin fluvial du Nil, qui abrite 160 millions de personnes et est partagé entre 10 pays, a été scellé en février 1999 afin de combattre la pauvreté et de stimuler le développement économique dans la région en encourageant une utilisation équitable des ressources communes en eau pour le bien de tous. Les neuf pays du bassin fluvial du Niger ont convenu d'un accord cadre pour un partenariat du même type. Ces exemples illustrent deux aspects importants de la coopération internationale en matière de ressources en eau : le besoin d'une institution qui élabore efficacement un processus d'engagement et le soutien d'une tierce partie bénéficiant de bons financements et ayant de la confiance de toutes les factions.

Si les plus de 3.600 accords et traités signés sont une réussite en eux-mêmes, un examen plus attentif révèle néanmoins des faiblesses importantes. Ce sont des dispositions de suivi applicables, des mécanismes d'application et des dispositions précises de répartition de l'eau qui tiennent compte des variations de débit des eaux et des besoins fluctuants qui sont nécessaires. La Convention des Nations Unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation de 1997 est un instrument international qui se focalise sur les ressources communes en eau. Elle a posé deux principes clés pour guider le comportement des nations en ce qui concerne les cours d'eau communs : « une utilisation équitable et raisonnable » et « l'obligation de ne pas causer de dommages significatifs » aux pays voisins. Cependant, c'est aux pays eux-mêmes de clarifier la signification précise de ces termes dans leurs bassins versants.

Les experts s'accordent pour reconnaître que les accords internationaux sur les cours d'eau doivent être plus concrets, énonçant des mesures d'application des traités et incorporant des mécanismes de résolution des conflits détaillés en cas de litige. Une meilleure coopération implique également de définir un système de répartition des eaux clair tout en restant flexible, qui tienne compte des phénomènes hydrologiques, de la dynamique changeante des bassins et des valeurs sociétales.

#### *Sources :*

- *Eau sans frontières*, document d'information publié par le Département de l'information, Nations Unies, 2004
- *Rapport mondial sur le développement humain 2006 - Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau*, Chapitre 6 : La gestion des eaux transfrontalières (PNUD), 2006

#### ***Le saviez-vous?***

- Les 263 lacs et bassins fluviaux transfrontaliers du monde couvrent près de la moitié de la surface des terres émergées de la Terre.

- 145 nations ont des terres qui font partie de bassins fluviaux internationaux et 21 pays sont situés intégralement dans des bassins fluviaux internationaux.
- Si la plupart des bassins fluviaux ne sont partagés qu'entre deux pays, il existe de nombreux bassins pour lesquels ce nombre est largement plus élevé. Treize bassins dans le monde sont partagés par entre 5 et 8 nations riveraines. Cinq bassins fluviaux, ceux du Congo, du Niger, du Nil, du Rhin et du Zambèze, sont partagés par entre 9 et 11 pays. Le fleuve qui traverse le plus grand nombre de nations est le Danube, dont le cours traverse le territoire de 18 nations.

<http://www.un.org/french/waterforlifedecade/boundary.html>

---



---

### 3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

#### 3-1 Quand Israël s'en mêle...

Israël soutient publiquement les revendications des pays du sud du bassin du Nil.

L'Etat hébreu multiplie les opérations de séduction envers les pays africains en vue d'un partage des eaux du Nil. La récente tournée du ministre israélien des Affaires étrangères dans les trois pays qui contrôlent le bassin nilotique — Ouganda, Ethiopie et Kenya — a grandement inquiété le régime égyptien. Israël et l'Egypte cherchent ainsi à étendre leur influence dans ces pays : pendant que Le Caire finance le creusement de puits au Kenya ou le nettoyage des lacs ougandais envahis par les jacinthes d'eau, Tel-Aviv participe à la construction de barrages en Ethiopie et s'engage à financer trois autres ouvrages en Ouganda.

L'enjeu, pour Tel-Aviv, est l'accès à l'eau. L'idée d'exploiter le Nil apparaissait déjà dans le livre du théoricien du sionisme, Théodore Hertzl. En 1974, un projet envisageant la restitution de Jérusalem-Est aux Palestiniens en échange du transfert annuel de 840 millions de mètres cubes — pour couvrir les besoins en eau d'Israël à l'époque — avait déjà été effleuré.

**Le Nil, deuxième plus long fleuve du monde**

Le Nil est le fleuve le plus long du monde après l'Amazone, il mesure 6671 km de long. Il est formé par la confluence, à Khartoum, du Nil Bleu et du Nil Blanc. Le Nil Blanc prend sa source dans le lac Victoria, un immense réservoir d'eau douce de 69 485 kilomètres carrés. Mais c'est le Nil Bleu, prenant sa source dans le lac de Tana (ou Tsana) en Ethiopie, qui, avec les autres cours d'eau éthiopiens, contribue le plus, et de loin, au débit du Nil : 84% en moyenne et pas moins de 95% lors de la saison des crues. Toute cette eau est partagée entre dix pays, principalement l'Egypte, le Soudan, l'Ethiopie, l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya, l'Erythrée, le Rwanda, le Burundi et le Congo-Kinshasa. Pour des raisons historiques, c'est toutefois l'Egypte qui, jusqu'à présent, se taille la part du lion – une situation de plus en plus remise en cause aujourd'hui par les pays situés en amont.

le 07.11.10 | 03h00

---

### 4 Brèves

#### 4-1 La prochaine guerre mondiale sera t-elle la guerre de l'eau ?

La surface de la Terre est recouverte à 70% par de l'eau à l'état liquide. A cela, il faut rajouter l'eau, à l'état solide, que l'on trouve sous forme de glace.

Pourtant, l'eau douce, essentielle à notre survie, ne correspond qu'à 3% de toute l'eau présente sur Terre.

De plus, près des quatre cinquièmes de cette eau douce sont prisonniers des régions polaires sous forme de glaciers; un cinquième se situe sous terre, dans les nappes souterraines. Seul 0,3% de l'eau douce existe sous forme liquide dans les fleuves, lacs, rivières et marécages.

Ce sont ces 0,3% qui sont les plus facilement exploitables par l'homme.

La pollution et le réchauffement de la planète sont deux menaces qui mettent en péril les ressources d'eau. L'eau douce qui est accessible est très inégalement répartie sur l'ensemble de notre planète.

L'agriculture intensive et l'augmentation de la population créent une demande croissante. Nous sollicitons de manière irresponsable nos ressources sans penser à préserver nos réserves.

<http://www.dinosoria.com/eau.htm>

---

#### 4-2 La véritable crise au Yémen : les ressources en eau -

Extrait

Le Yémen occupe le devant de l'actualité internationale depuis que le pays menace de devenir un nouveau front dans la guerre qui oppose les Etats-Unis à al-Qaeda et ses alliés locaux. Mais la véritable crise qui frappe actuellement le pays a une autre source : ce sont les ressources en eau qui viennent à manquer cruellement.

En cause, la surexploitation des aquifères, notamment pour cultiver le *qat*, un narcotique léger abondamment utilisé dans le pays. Sanaa, capitale du pays et joyau historique, serait menacée d'être purement et simplement

abandonnée du fait de l'épuisement des ressources. (Ajoutons que le Yémen, contrairement à ses voisins arabes, n'a pas de pétrole pour lui payer des usines de dessalement ou acheter des terres en Afrique.)

L'agence de presse Reuters vient de publier une [dépêche](#). Voir [ici](#) une dépêche AFP en français datant d'il y a quelques semaines, au même sujet. Voir aussi [ici](#) (en anglais).

La presse internationale s'était d'ailleurs déjà fait l'écho des problèmes d'eau du Yémen fin 2009, avant que la présence **virtuelle** d'al-Qaeda dans ce pays ne devienne un enjeu prioritaire.

Dernière mise à jour : février 2010

<http://www.partagedeseaux.info/article367.html>

---

### 4-3 Israël vole l'eau du Golan, la Syrie saisit l'ONU.

La Syrie a demandé aux Nations unies d'empêcher « Israël » de "continuer de voler l'eau dans le Golan occupé", dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, c'est ce qu'ont rapporté, ce mardi, les médias officiels.

La lettre, envoyée lundi par le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem, accuse "les forces d'occupation israéliennes de mener une politique visant à contrôler les eaux du Golan et à empêcher les citoyens syriens d'user de leur droit naturel à ces eaux".

"Le détournement par Israël des eaux du lac Massaada constitue une catastrophe économique et environnementale pour les habitants syriens du Golan, ainsi qu'une violation flagrante du droit international", ajoute le texte publié par la presse syrienne.

La lettre demande à l'Assemblée nationale de l'ONU d'"assumer ses responsabilités et d'empêcher Israël de poursuivre ses violations en volant notamment les ressources naturelles dans les territoires arabes occupés y compris dans le Golan syrien occupé".

Le plateau du Golan, qui renferme d'importantes sources d'eau, est occupée par l'entité sioniste en 1967.

La Syrie réclame, en échange de la paix, la restitution totale de ce plateau jusqu'aux rives du lac de Tibériade, ce qu'Israël refuse.

27/10/2010

<http://www.almanar.com.lb>

---

### 4-4 Les occupants israéliens volent l'eau des Palestiniens et les assoiffent .

De manière très abusive, les occupants israéliens ont rebouché plusieurs puits partout en Cisjordanie. Ils privent les Palestiniens de leurs eaux. Ils tuent les vrais propriétaires de la terre et son eau, afin que l'eau souterraine ne baisse pas dans les colonies sionistes installées sur les territoires palestiniens.

Il y a peu de temps, les forces israéliennes d'occupation ont rebouché quatre puits dans le village de Dir Abou Daïf, à l'est de la ville de Jénine, source d'eau potable et d'eau d'irrigation.

Le Palestinien Khaled Yassine raconte qu'un bulldozer militaire épaulé d'une dizaine d'engins a détruit quatre puits dans la vallée du village. Les puits sont les propriétés de Fayeq Abdou Al-Rahman Yassine, Mohammed Hossein Jaber Yassine, Ibrahim Abdou Al-Rahman Yassine et Yasser Asaad Yassine.

Les forces israéliennes d'occupation ont également détruit les pompes installées sur ces puits, des pertes de dizaines de milliers de dollars.

Une vingtaine de puits ont été condamnés dans le seul village de Kafrdan, à l'ouest de la ville de Jénine, une perte inestimable.

Le fermier Mohammed Abed, du village Kafrdan, dit que son village fournissait l'eau potable à toute la région via les citernes. Par cette destruction, les villageois commencent à s'inquiéter pour leur avenir, pour ce qui est de l'eau.

#### **La guerre de l'eau**

Des institutions juridiques locales et internationales accusent les autorités de l'occupation israélienne de mener une réelle guerre de l'eau contre les Palestiniens. En fait, les occupants israéliens volent les eaux palestiniennes en mettant la main sur 85% de l'eau souterraine de la Cisjordanie.

Ils volent leur eau et ils la leur vendent à des prix exorbitants. Ils le font contre la Cisjordanie comme ils le font contre la bande de Gaza, elle qui est privée d'eau, de nourriture, de carburant, de médicaments.

L'écrivain israélien Jadoun Lifi écrit dans le journal hébreu Haaretz que son gouvernement empêche l'eau d'arriver aux villages palestiniens.



Il note que l'organisation internationale de la santé délimite 100 litres d'eau par personne la quantité d'eau nécessaire. Un Israélien consomme en moyenne 348 litres, tandis que le gouvernement israélien ne donne au Palestinien que 70 litres, au maximum.

L'écrivain israélien a critiqué son gouvernement qui ne respecte pas les accords sur la distribution de l'eau. Quelque 150 villages palestiniens souffrent d'un grand manque d'eau et ne sont reliés à aucun réseau d'eau.

### **Al-Aghwar**

La région d'Al-Aghwar est le meilleur exemple de cette catastrophe d'eau créée par les occupants israéliens. La région est riche en eau mais les Palestiniens en sont privée, au moment où ils voient les tuyaux passer sous leurs pieds pour aller gorger les colonies sionistes d'eau palestinienne !

Dans cette région vivent quelque sept mille colons. Ils consomment, eux seuls, plus que ce que tous les Palestiniens de la Cisjordanie consomment !

Les forces israéliennes d'occupation nous interdisent de puiser dans nos eaux souterraines. Nous sommes obligés d'acheter à prix cher l'eau pour nous et pour nos bêtes, dit Ibrahim Bani Owda, du village de Ras Al-Hamra.

La société sioniste Microt monopolise la distribution d'eau, en "Israël". Elle veut assoiffer environ seize mille Palestiniens, en décidant de baisser l'eau fournie à plusieurs villages palestiniens jusqu'à la moitié, au moment où les colonies sionistes profitent à satiété de l'eau palestinienne !

### **Le Centre Palestinien d'Information**

10 novembre 2010

Source : **CPI**

<http://www.palestine-info.cc/...>

<http://www.palestine-solidarite.org:80/rapport.CPI.101110.htm>

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19